

Vers une lecture plus harmonisée des données terrain du CAPAS ? Etat des lieux des pratiques et enjeux

Phase 1 de l'exploration :
Panorama des prestations et recensement du
type de données récoltées par les
organisations membres du CAPAS

Synthèse

Synthèse

Contexte général

Dans le canton de Genève, les statistiques globales permettant de mesurer et comprendre l'évolution de la précarité et de la pauvreté font défaut. Ceci s'explique en grande partie par le fait que ce phénomène est complexe et difficile à mesurer, en raison de ses dimensions et déterminants multiples. De multiples données existent pourtant, issues d'études et de rapports pilotés par les pouvoirs publics et/ou les milieux académiques, d'observatoires ou du milieu associatif, mais elles ne donnent que des images partielles, limitées dans le temps.

Rôles pour le CAPAS et objectifs du mandat

Le CAPAS, de par le nombre important de ses membres, de leur accès à des publics en situation de précarité pouvant échapper aux statistiques existantes, leurs prestations variées et leurs financements divers (pas uniquement étatiques), pourrait jouer un rôle important pour favoriser une meilleure récolte et transmission des informations terrain.

Afin d'obtenir une vision de la situation actuelle, l'Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales (OAIS) de l'État de Genève a proposé au CAPAS un mandat ayant pour objectifs de dresser un panorama des prestations et d'effectuer un premier état des lieux des typologies de données récoltées par type de prestations au sein du Collectif.

Ce mandat s'inscrit dans une ambition plus large de travailler sur la lisibilité des données de terrain, afin de disposer, à terme d'une meilleure vision et compréhension de certains aspects de la précarité auxquels les associations et fondations sont confrontées.

Principales observations et recommandations

Outre l'apport en termes de connaissance et de lisibilité des prestations apportées par les membres du Collectif, le Panorama des prestations permet de mettre en évidence les champs d'action où un grand nombre d'organisations sont actives (activités collectives à visée sociale, d'intégration, et de santé/thérapeutique ; consultations sociales, juridiques, d'aide administrative et de désendettement ; prestations d'orientation ; consultations et des prestations de santé individuelles). Il visible aussi la nature diverse des organisations composant le CAPAS, allant d'un grand nombre d'activités déployées au sein d'un domaine, à une action ciblée prioritairement sur une thématique mais offrant un accompagnement à large spectre, en passant par une action multithématique.

Les résultats du recensement du type de données récoltées mettent en évidence les types de données socio-démographiques les plus relevées (genre, âge, nationalité), et celles à l'opposé relativement peu monitorées (revenu du ménage, situation de santé, données liées aux compétences - mis à part pour les prestations de formation et d'insertion socio-professionnelles). Les réponses aux questions concernant la manière de comptabiliser les personnes et les prestations ne donnent pas d'informations réellement exploitables. Celles au sujet du financement permettent d'en confirmer la diversité, laissant imaginer une complexité certaine quant aux exigences différentes en termes de monitoring. Les données



transmises par rapport aux systèmes, logiciels utilisés pour l'enregistrement des données démontrent qu'Excel est le plus communément utilisé, et lorsque des outils plus personnalisés ou "clé en main" sont préférés, dans la majeure partie des cas une extraction sur Excel est possible. Finalement, les résultats indiquent que le nombre de redirections par et vers le réseau et la comptabilisation du nombre de refus/non-entrée en matière, à quelques exceptions près, ne sont que peu relevées.

De manière globale, les résultats obtenus, très hétérogènes, viennent renforcer le postulat de départ, selon lequel il était impossible de parvenir à l'objectif d'agréger des données comparables et quantifiables à partir des informations actuellement collectées par nos membres et l'hypothèse qu'il faudrait entamer un travail conséquent pour y parvenir. Ils nous permettent également d'affirmer la pertinence de focaliser un éventuel futur travail entre membres sur un champ de prestations circonscrit, et plus particulièrement sur le champ des "consultations individuelles sociales, juridiques, d'aide administrative et de désendettement". Cette catégorie de prestations est en effet, d'après les données obtenues dans ce rapport, l'une de celles dans laquelle les membres du CAPAS sont les plus actifs. Elle regroupe par ailleurs un taux important de données récoltées et de concordance entre organisations quant aux données relevées. Ces éléments constituent une bonne base pour un exercice qui nécessiterait un consensus à construire parmi les membres.

Ce mandat a aussi le mérite de démontrer la difficulté de l'exercice, et de mettre en lumière les limites à un tel exercice. Il renforce encore tant l'impérieuse nécessité d'un travail entre membres pour définir collectivement ce qui fait sens pour le Collectif, que le besoin d'un accompagnement scientifique et technique pour tout travail à venir.

